

Le bateau coule, mais où sont les bouées ?

SPIP 38

le 11 Juillet 2023

Les conditions sécuritaires se détériorent. Les alarmes dysfonctionnent mais visiblement ce n'est grave pour personne. Tant le directeur de l'établissement que le DFSPIP en étaient informés mais personne n'a jugé bon de nous tenir au courant. Il aura fallu un incident et que notre DPIP déclenche l'alarme coup de poing pour s'apercevoir que, personne ne venant à notre secours, l'alarme est hors service depuis plusieurs semaines.

Le surveillant est sans cesse appelé sur d'autres missions du fait des carences RH de la détention. Il devient régulier que des détenus se regroupent devant la porte du SPIP. En l'absence des surveillants, les détenus s'approprient les espaces de la rue et le chemin d'accès au service. Rien que de se rendre en CAP devient un parcours du combattant, il nous faut passer au milieu de groupes de dizaines de détenus qui squattent les couloirs et nous sommes à la limite du harcèlement de rue. La tension monte. Notre sécurité n'est plus assurée.

La hausse des températures n'arrange pas les choses, tant pour le service qu'au niveau des détenus. Il fait un minimum de 30 degrés dans nos bureaux malgré les climatisations mobiles dont nous disposons. Les détenus, à 3 par cellule, sont en surchauffe. Ils arrivent énervés au service et tenir un entretien dans ces conditions devient difficile. Les bureaux sont étouffants.

Il n'y a pas une journée sans incident en détention. Nous craignons d'aller ouvrir la porte du service en l'absence du surveillant. La question de notre droit de retrait et de la fermeture du service au public se pose sérieusement.

Il n'y a pas de pause à SQF La dernière en date, 9h ce matin, un détenu s'est échappé de la cour de promenade pour monter sur les bâtiments.

Jusqu'à quel point la situation devra -t-elle se dégrader pour que des actions concrètes soient mises en place ? Les équipes sont épuisées.

L'UFAP UNSa Justice constate que depuis plusieurs mois notre climat de travail se dégrade, plusieurs alertes ont déjà été lancées mais rien ne change. Le premier avril est passé depuis longtemps, la blague a assez duré.

L'UFAP UNSa Justice tire la sonnette d'alarme, l'administration doit absolument s'organiser pour remédier aux situations dangereuses.